Karl Marx et Simon Bolívar

Note sur le leadership autoritaire dans un mouvement de libération nationale (juillet 1970)

lundi 5 janvier 2026

Le chavisme est une vieille affaire : les "révolutionnaires" ont été souvent attirés par les mouvements nationalistes autoritaires (de Ben Bella à Castro et … à Chavez et Maduro). Cet article de Hal Draper met les points sur les "i" et on ne peut que le dédier à notre "gauche radicale" actuelle.
Hal Draper (Harold Dubinski, 1914-1990), militant socialiste américain dans sa jeunesse, devient trotskiste dans les années 1936. Il soutient ensuite le courant de Burnham, Schachtman et Abern qui refuse la position de Trotski de défense inconditionnelle de l'URSS. Il sera ensuite un animateur du WP (Workers Party)…

LA POLITIQUE CONTEMPORAINE connaît la question sans objet de la justification des dictatures autoritaires dans les pays en développement, où le retard économique et politique des peuples et de la société est considéré comme une preuve de l'indésirabilité des institutions démocratiques pour le contrôle populaire depuis le bas. De manière générale, il existe deux écoles d'apologie : l'une ne défend que les régimes autoritaires qui penchent vers la dépendance au pouvoir américain et qui protègent les investissements en capitaux étrangers avec un enthousiasme suffisant ; et l'autre ne défendant que les dictatures qui remplacent les anciennes classes propriétaires par une nouvelle classe de dirigeants bureaucratiques-collectivistes, ou qui semblent en voie de le faire. Alors que le premier type de dictature devient automatiquement membre du Monde libre, dans l'argot de Washington, le second type peut adopter un sobriquet comme « communisme » ou « socialisme africain », etc., avec des références appropriées à un marxisme composé ou non composé d'un trait d'union.

Le sujet de cette étude n'est pas la ligne d'argumentation utilisée pour justifier les autoritarismes « progressistes » aujourd'hui, mais seulement la relation des vues de Marx à cette question, puisque son nom est si souvent utilisé en vain. Il est vrai que Marx n'a pas eu l'occasion d'exprimer une opinion sur les régimes de Castro, Nkrumah, Mao, Nasser et leurs similaires ; Mais il se trouve qu'il a pris en charge une affaire qui semble être un exemple bien moins contestable d'un autoritaire « progressiste » qui a mené un grand mouvement de libération nationale. C'était Simon Bolívar, le « Libérateur » du nord de l'Amérique du Sud.

La situation est renforcée par le fait que Marx ne remet pas en question le progressisme et la légitimité de ce mouvement d'indépendance nationale lui-même ; et par le fait que, il y a plus d'un siècle, la justification par le retard avait un meilleur cas prima-facie que dans le monde moderne, qui, à l'échelle internationale, est pourri et mûr pour le socialisme du point de vue marxiste.

Rien ne suggère que l'affaire soit close en mettant les vues de Marx en preuve ; l'objectif est seulement d'établir les faits dans l'affaire Marx, puisqu'ils ont été contestés, comme nous le verrons. Nous verrons aussi que les vues de Marx, controversées il y a plus d'un siècle, l'étaient tout autant il y a seulement quelques années, lorsqu'elles se sont de nouveau retrouvées impliquées dans un vaste ennui historique en Amérique latine au sujet de Bolívar.

Ce n'est pas seulement une question de Bolívar. Il est étrange qu'il existe aujourd'hui des « marxistes » qui pensent que le soutien à la modernisation des dictatures est une idée nouvelle et fraîche pour les socialistes, datant d'environ la fin de la Seconde Guerre mondiale. En fait, le mouvement socialiste a commencé avec le concept de « dictature éducative », comme je l'ai évoqué ailleurs, et rien ne pourrait être plus naturel. Il y avait aussi des luttes sociales dans les pays en développement, à l'époque de Marx ; après tout, d'autres pays étaient encore peu développés. En effet, les premiers pays sous-développés avec lesquels Marx a traité historiquement n'étaient nul autre que l'Angleterre, la France et l'Allemagne, pris lorsqu'ils ont été confrontés aux premières tâches de l'industrialisation, sous une classe dirigeante exploiteuse qui jouait encore un certain rôle historique à la va-vite. Les pages les plus passionnées de Marx sont réservées à dénoncer les formes oppressives de régime capitaliste pendant la Révolution industrielle. La forme politique qui revêtait souvent la fonction modernisatrice de la Nouvelle Classe bourgeoise dans la France sous-développée était le bonapartisme ; et il n'existe aucune force politique que Marx a passé plus de temps à critiquer.

Pourtant, le cas de Bolívar met plus clairement en lumière la symétrie d'hier et d'aujourd'hui du problème sous-jacent. Certes, Marx considérait Bolívar comme un cas de bonapartisme ; mais il y avait ici un bonapartisme qui ne survint pas après un Thermidor, et encore moins après un intervalle historique entier comme le troisième Bonaparte ; au contraire, elle était pleinement impliquée dans la direction du mouvement national de libération en cours, comme dans plusieurs cas modernes.

Établissons d'abord les vues de Marx sur Bolívar.

[2]

LE FAIT QUE MARX AIT ENQUÊTÉ SUR Bolívar était en quelque sorte un accident. En 1857, Charles Dana, rédacteur en chef du New York Tribune auquel Marx contribuait depuis 1851, lui demanda de collaborer à la future New American Cyclopaedia, principalement sur des questions d'histoire militaire, de biographie et de terminologie. [1] Parmi les généraux commençant par la lettre B sur la liste de Dana figurait, par exemple, Bernadotte, dont la biographie était à moitié militaire, à moitié politique ; et c'est sans doute en tant que chef militaire que le nom de Bolívar entra dans cette liste. Comme Engels (rédacteur fantôme pour Marx) était déjà surchargé par les articles strictement militaires, Marx s'engagea lui-même dans Bolívar.

Jusqu'à ce moment-là, il n'y avait aucune mention de Bolívar dans les écrits ou la correspondance de Marx – donc aucune indication qu'il ait jamais pensé à Bolívar avant qu'il ne commence à faire des recherches pour l'article au British Museum. Nous savons, grâce à la correspondance Marx-Engels sur les travaux de la Cyclopédie, que Marx commençait généralement par les articles des différentes encyclopédies – enfin en anglais, français et allemand.

Marx est sorti de cette recherche avec une réaction puissante d'hostilité politique envers Bolívar. Cela se manifeste clairement dans l'article de la Cyclopaedia, même s'il était censé être formulé dans un langage impartial et sans couleur. Comme c'était souvent le cas avec Marx, l'hostilité politique engendra également un élément d'hostilité personnelle ; et il a injecté dans l'article une dénigration systématique du caractère personnel et des capacités de Bolívar, repris de ses sources anti-Bolívar.

Nous devons souligner que l'article de Marx sur Bolívar n'est ni fiable ni important pour aucune information qu'il contient sur son sujet, sur lequel il existe aujourd'hui beaucoup plus de documents disponibles. Il ne suscite un grand intérêt que pour ce qu'il nous apprend sur Marx, car il réagit politiquement à ce qu'il lit sur Bolívar. Il est certain qu'il existe un jeu entre la réaction de Marx et certains faits concernant Bolívar, qu'il explorera ; mais l'objectif principal est de comprendre Marx.

Il n'est pas gratifiant d'essayer de corriger la dépréciation extrêmement exagérée par Marx des talents et activités militaires de Bolívar, etc. L'article contient de nombreux détails biographiques erronés. [2] Mais puisque la source de tout cela était l'évaluation politique de Marx, nous allons nous concentrer exclusivement sur l'attaque contre Bolívar en tant qu'autoritaire et bonapartiste.

L'article de Marx [3] sur le « Libérateur » (les guillemets sont aussi ceux de Marx) établit d'abord son origine sociale, « la noblesse créole du Venezuela » dont sa famille était l'une des plus riches. On nous raconte son second voyage en Europe, où il « fut présent au couronnement de Napoléon en tant qu'empereur, en 1804, et à son accession à la couronne de fer de Lombardie, en 1805. » Après un récit de la première carrière de Bolívar dans la guerre d'indépendance, Marx écrit : « Après s'être proclamé 'dictateur et libérateur des provinces occidentales du Venezuela' … Il créa 'l'Ordre du Libérateur', établit un corps d'élite de troupes sous le nom de sa garde du corps, et s'entoura de la démonstration d'une cour. » Mais « sa dictature s'est vite révélée comme une anarchie militaire, laissant les affaires les plus importantes entre les mains de favoris, qui ont dilapidé les finances du pays, puis ont eu recours à des moyens odieux pour les restaurer. »

Un peu plus tard, Marx décrit l'une des mascarades courantes dans la carrière de Bolívar, dans laquelle le général refuse de continuer comme dictateur mais finit par « céder » à ses partisans insistants : « la dictature a donc été investie d'une sorte de sanction légale. » Il continue de qualifier Bolívar de dictateur à travers le récit des événements militaires qui s'ensuit, notant soigneusement sa demande, lors de la réunion de son état-major de 1816 juste avant la reprise de la guerre, de « réunir le pouvoir civil et militaire en sa personne », et, tout aussi prudemment, le désir des autres dirigeants indépendantistes de confier le pouvoir civil à une assemblée représentative à la place. Malgré sa promesse (comme le rapporte Marx) de « convoquer un congrès, et de ne pas s'immiscer dans l'administration civile », lorsqu'il entra à Barcelone, « il proclama… la loi martiale et l'union de tous les pouvoirs en une seule personne. »

Lorsqu'il raconte la purge sanglante de Bolívar contre son rival, le général Piar (l'un des incidents les plus sombres de sa carrière), il mentionne que Piar a qualifié Bolívar de « Napoléon de la retraite ». Il écrit que lorsque le congrès national de février 1819 fut convoqué, « le simple nom [du congrès] s'avéra suffisamment puissant pour créer une nouvelle armée », contrastant ainsi avec l'attrait populaire de mobilisation de l'institution représentative face aux effets atténuants des méthodes dictatoriales de Bolívar.

Il continue de se concentrer sur le rôle autoritaire de Bolívar dès que l'occasion se présente. Le congrès d'Angostura, raconte-t-il, a évincé Zea, homme de Bolívar, et « En apprenant cette nouvelle. Bolívar marcha soudain avec sa légion étrangère vers Angostura … et a restauré Zea dans ses dignités. Le Dr Roscia, le fascinant par les perspectives d'un pouvoir centralisé, le conduisit à proclamer la 'république de Colombie'. … »

Le congrès de Cúcuta de 1821 se réunit et, « après que Bolívar eut de nouveau fait semblant de démissionner, il renouvela ses pouvoirs. » … « Par l'intermédiaire de sa garde rapprochée colombienne, il fit influencer les voix du congrès de Lima, qui, le 10 février 1823, lui transféra la dictature, tandis qu'il assurait sa réélection à la présidence de la Colombie par une nouvelle demande de démission. »

Puis la république de Bolivie fut créée : « Ici, là où les baïonnettes de [son général] Sucre étaient suprêmes, Bolívar donna pleinement à sa propension au pouvoir arbitraire, en introduisant le 'Code bolivien', une imitation du Code Napoléon. Son plan était de transposer ce code de la Bolivie au Pérou, et du Pérou à la Colombie – pour maintenir les premiers États sous contrôle par les troupes colombiennes, et les seconds par la légion étrangère et les soldats péruviens. Par la force, mêlée à l'intrigue, il réussit, pendant quelques semaines au moins, à fixer son code sur le Pérou. » Mais en

Colombie, une lutte éclata « entre les centralistes ou bolívaristes et les fédéralistes, sous ce dernier nom les ennemis de l'anarchie militaire [c'est-à-dire la dictature de Bolívar] s'étaient rassemblés avec des rivaux militaires. » Bolívar a utilisé « un prétexte pour renverser la constitution [colombienne] et reprendre la dictature ».

Le congrès de Panama de 1827 avait « l'objectif apparent d'établir un nouveau code international démocratique », mais « ce qu'il visait réellement, c'était l'édification de toute l'Amérique du Sud en une seule république fédérative avec lui-même comme dictateur. »

Mais son pouvoir déclinait. « Le congrès d'Ocana, convoqué par Bolívar en vue de modifier la constitution en faveur de son pouvoir arbitraire, fut ouvert le 2 mars 1828 par un discours élaboré, insistant sur la nécessité de nouveaux privilèges pour l'exécutif. » Mais les partisans de Bolívar ont quitté la scène. « Sous la pression de ses baïonnettes, les assemblées populaires ... Anew lui conféra un pouvoir dictatorial. » Une tentative d'assassinat « lui permit pendant un certain temps d'introduire une sorte de terrorisme militaire. Il ne posa cependant pas la main sur Santander, bien qu'il ait participé à la conspiration, tout en faisant exécuter le général Padilla, dont la culpabilité ne fut pas du tout prouvée, mais qui, en tant qu'homme de couleur, ne put résister. »

La suite est un bref résumé de la perte de pouvoir de Bolívar et de sa mort en 1830.

[3]

CONSIDÉRANT QUE L'ARTICLE ÉTAIT CENSÉ ÊTRE fade et non partisan. Marx présentait clairement une vision extrêmement hostile de l'autoritarisme de Bolívar par la sélection et l'emphase. À travers tout cela, la progression même de la lutte pour l'indépendance n'est pas seulement incontestée, mais assumée avec assurance. La critique de Bolívar s'inscrit toujours pleinement dans le cadre de l'idée que sa politique a affaibli la lutte pour l'indépendance. Nous l'avons déjà vu lorsque Marx a opposé l'attrait populaire du congrès révolutionnaire aux aspects négatifs de la dictature de Bolívar. Dans un autre endroit, Marx explique que « Plus elles [les forces de Bolívar] avançaient, plus leurs ressources grandissaient ; les excès cruels des Espagnols agissant partout comme sergents recruteurs pour l'armée d'indépendance. » Il parle du « nouvel enthousiasme du peuple » pour l'indépendance, qui « s'est transformé en insatisfaction » à cause de la dictature de Bolívar, permettant ainsi aux Espagnols de se relever. C'est l'image à plusieurs reprises de l'article. Il est acquis de la libération des esclaves noirs comme l'une des forces révolutionnaires, bien que Bolívar ne reçoive pas sa part du mérite. On peut ajouter qu'un autre article de la NAC est Ayacucho, écrit en collaboration par Marx et Engels, qui présente cette bataille décisive comme un triomphe des forces indépendantistes : « Ainsi, la domination espagnole fut définitivement détruite », etc. [4]

Ainsi, pour Marx, le bonapartisme de Bolívar est opposé aux intérêts de la révolution. La question n'est clairement pas la lutte nationale mais le rôle politique de Bolívar dans celle-ci.

C'est le seul article Marx-Engels pour le NAC que le rédacteur Dana a remis en question, en raison de son penchant anti-Bolívar. Marx déclara à Engels dans une lettre du 14 février 1858 :

Concernant un article assez long sur Bolívar, Dana exprime en outre des réserves car il est rédigé dans un style partisan, et il demande mes autorités. Bien sûr, je peux les lui donner, même si c'est une demande particulière. Quant au style partisan, j'ai un peu laissé tomber le ton encyclopédique, c'est certain. Voir le scélérat le plus lâche, méchant et misérable dénoncé comme Napoléon I était un peu trop absurde. Bolívar est un vrai Soulouque.

« Soulouque » n'est que nominalement une référence à l'empereur haïtien. Marx et d'autres anti-

bonapartistes l'utilisaient couramment comme surnom pour désigner le troisième Napoléon. Il résume la vision de Marx sur Bolívar comme une sorte de dictateur bonapartiste.

L'article de Marx sur Bolívar resta pratiquement inconnu jusqu'à sa première publication, bien que traduite en russe, dans la Marx-Engels Sochineniia, vol.II, Partie 2 (1934). En 1937, elle fut incluse dans le recueil Revolution in Spain, publié par les communistes, également paru en espagnol sous le titre La Revolución Española. Il n'y a eu aucun commentaire éditorial sur le point de vue de Marx. Aussi tard qu'en 1951, lorsque le chef du Parti communiste américain W.Z. Foster publia son ouvrage Résumé de l'histoire politique des Amériques, l'article de Marx fut cité favorablement.

Mais cela s'est avéré être la « mauvaise ligne » sur l'histoire latino-américaine. Lorsque la deuxième édition de la Sochinenia fut publiée, le vol.14 (1959) portait une attaque virulente contre l'article de Marx, qui fut également fidèlement traduit dans la Marx-Engels Werke est-allemande (vol.14, 1961). L'attaque des rédacteurs communistes est formulée dans les termes habituels de « justifier » Marx pour ne pas avoir su mieux à son époque. Il dénonce les sources de Marx comme peu fiables (ce qui était effectivement le cas), et inclut dans cette critique toute conception de Bolívar comme un « dictateur ». Ses revendications pour Bolívar en tant que « progressiste » incluent ceci :

Il réussit à unir pendant un temps dans cette lutte les éléments patriotes des propriétaires terriens créoles ... la bourgeoisie et la masse du peuple, y compris les Indiens et les Noirs.

Et il élimine Marx comme suit :

Naturellement, Marx ne disposait à cette époque d'aucune autre source que les livres des auteurs mentionnés, dont le biais était alors peu connu. Il était donc inévitable que Marx ait une vision unilatérale de la personnalité de Bolívar, ce qui se reflétait dans son essai. Cette quête de pouvoir personnel de Bolívar, exagérée dans la littérature mentionnée, ne pouvait rester sans influence sur l'attitude de Marx envers Bolívar...

L'affirmation clé, selon laquelle « Naturellement, Marx ne disposait à cette époque d'aucune autre source » que les livres anti-Bolívar qu'il citait, vise à suggérer que la vision de Marx sur Bolívar n'était que le résultat de désinformation, plutôt que d'opinion politique. Même si l'on admet que Marx a innocemment accepté la « désinformation », cela ne change rien au sens politique de sa réaction à cette « désinformation ». Si vous réagissez à la nouvelle selon laquelle les États-Unis ont largué une bombe H sur Pékin en dénonçant Washington, alors cela indique vos opinions politiques, même si plus tard il s'avère que la nouvelle était de la désinformation.

Marx a réagi à son image de Bolívar par une sorte d'attaque politique qui est aujourd'hui ridiculisée non seulement par les Realpolitikers communistes mais aussi par une légion de « réalistes » bourgeois, qui s'accordent à dire que les nations sous-développées ont besoin de dictateurs. La conclusion est inévitable que Marx accorde une valeur humaine à la liberté démocratique, ce qui est étranger à ces deux formes de « réalisme ».

Mais en réalité, l'affirmation des rédacteurs communistes est tout à fait fausse. Il n'est pas vrai que « Marx n'avait pas d'autres sources à sa disposition », etc. Il n'est pas vrai qu'une attitude anti-Bolívar était répandue et acceptée lorsque Marx a rédigé son article.

Nous avons déjà mentionné qu'en travaillant sur les articles du NAC, Marx a parcouru les encyclopédies existantes – française, allemande et anglophone. Les articles qu'il lut dans ces encyclopédies étaient majoritairement pro-Bolívar, principalement sans critique. Cela peut être vérifié sans difficulté dans les éditions en vigueur de l'Encyclopaedia Americana, de l'Encyclopaedia Britannica, de la Penny Encyclopaedia, de l'Encyclopédie du XIX. Siècle, le Dictionnaire de la

Conversation, le Brockhaus Conversations-Lexikon. Pour les quatre pays représentés ici, le tableau est sans équivoque. C'est l'article de Marx qui était décalé, et c'est précisément pour cela que Dana l'a remis en question avec appréhension.

Quant à l'affirmation des rédacteurs communistes selon laquelle la recherche moderne écarte la vision de Marx sur le rôle politique de Bolívar, et selon laquelle Marx aurait « exagéré » la quête de pouvoir personnel de Bolívar :

Il n'est pas possible de discuter de l'état de la recherche moderne sur les ambitions dictatoriales de Bolívar dans cet article. C'est un sujet épineux. D'une part, il y a l'hagiographie classique, ou bolívarolatrie, de la plupart des écrits latino-américains sur le sujet. En revanche, la vision opposée est aujourd'hui représentée de façon particulièrement marquante par le travail dévastateur de Bolívar de Salvador de Madariaga [5], dont l'impact fut fatalement affaibli par son orientation essentiellement pro-espagnole, au point de détourner l'attention de sa documentation massive. Le résultat fut une fureur anti-Madariaga que nous ne pouvons ici démêler.

Cependant, si l'on se limite à la seule question de l'autoritarisme de Bolívar, le tableau n'est pas si compliqué. Les nombreux et violents dénonciateurs de Madariaga ont eu peu à dire sur les faits à cet égard, préférant soit les ignorer, soit les justifier par des arguments antidémocratiques assez courants. [6] À la lumière de la structure factuelle de Madariaga, l'attaque de Marx contre la politique dictatoriale de Bolívar ne souffrait que de douceur.

Mais, en raison de la guerra a muerte autour de Madariaga, la section suivante ne repose pas sur son œuvre, mais sur celle qui a été la plus largement acceptée dans les cercles latino-américanistes (et non latino-américains) : Simon Bolívar de Gerhard Masur. [7]

Le livre de Masur n'est pas, et ne prétend pas l'être, impartial. Il est franchement pro-Bolívar, souvent ouvertement biaisé. Masur entoure fréquemment des faits désagréables sur l'autoritarisme de Bolívar avec des arguments passionnés pour le justifier. Mais le fait est qu'il présente beaucoup de faits.

[4]

LA POLITIQUE DE Bolívar doit être considérée en deux périodes – avant et après la victoire militaire finale de 1825 – non pas parce qu'il y eut un véritable changement qualitatif, mais seulement à cause de la nature des rationalisations. Tant que les combats avaient lieu, la dictature de Bolívar pouvait être défendue comme une nécessité militaire, même si ce ne fut pas le cas. Après la victoire, cette apologie n'est pas disponible. D'où l'existence du point de vue, incarné dans l'attaque des rédacteurs communistes contre Marx, selon lequel Bolívar ne serait devenu répréhensiblement autoritaire que dans ses dernières années.

La première déclaration politique importante de Bolívar fut le Manifeste de Carthagène de 1812. Ce fut sa première demande claire pour un gouvernement « fort » hautement centralisé. « Nos compatriotes, » a-t-il dit, « ne sont pas encore capables d'exercer leurs droits légaux. » Et « le gouvernement doit se montrer redoutable et impitoyable sans égard à la loi ni à la constitution, jusqu'à ce que la paix soit établie. » Qu'il parlait de dictature fut démontré l'année suivante lorsque ses forces prirent Caracas et qu'il assuma ouvertement le rôle du dictateur.

En 1815, sa Lettre depuis la Jamaïque porte la même note sur l'impossibilité d'étendre les droits démocratiques au peuple : « Tant que nos concitoyens n'acquerront pas les talents et les vertus qui distinguent nos frères du nord [les États-Unis], un système démocratique radical, loin d'être bon pour nous, nous mènera à la ruine. Malheureusement, nous ne possédons pas ces traits… » À cette

époque, Bolívar envisageait un Sénat héréditaire composé des familles aisées des classes supérieures créoles, avec une chambre basse élue basée sur les conditions de propriété pour voter.

Au Congrès d'Angostura de 1819, Bolívar (selon Masur) voulait déjà, mais ne proposait pas ouvertement, une présidence à vie, qui contrôlerait tout le pouvoir national sans responsabilité envers le Congrès ou les tribunaux. Son discours attaquait la « démocratie absolue » (qui signifiait démocratie), et Masur remarque que « ses concepts d'État étaient plus proches de ceux de Napoléon que des hommes de la Terreur ». En fait, « les idées de Bolívar s'approchent de celles de Napoléon et anticipent quelque chose du système fasciste. » Il pensait en termes d'une classe d'élite, « irréconciliable avec les principes démocratiques », et Masur souligne (ce qui est assez évident) qu'à ce jour, l'Amérique du Sud est gouvernée par une telle oligarchie d'élite de la richesse.

En 1812, le Congrès de Cucuta adopta une constitution trop démocratique à son goût. C'est « le glas de la Colombie », se plaignait-il. Il a accusé les « avocats et idéologues » : « Au final, » écrivait-il, « les lettrés feront tellement qu'ils seront interdits par la République de Colombie comme Platon a interdit les poètes de sa République. Ces messieurs pensent que leur opinion est la volonté du peuple, sans réaliser qu'en Colombie, le peuple est dans l'armée… » (Une fausse affirmation prise au pied de la lettre, l'armée étant très petite ; ce que Bolívar voulait dire, c'est que les personnes qui comptaient étaient les militaires.) Quant aux autres, « Leur seul droit est de rester des citoyens passifs », écrivait-il, et dénonçait à nouveau ceux qui voulaient une république comme celle-ci dans le Nord.

L'occasion d'insister sur la dictature s'est accompagnée d'un succès militaire. En 1822, après avoir pris Guayaquil, il encouragea délibérément « l'anarchie et la confusion » (selon Masur) afin de se proclamer dictateur de la province pour la sauver de l'anarchie et de la confusion. Il visait ensuite à être investi dictateur de Colombie. D'abord, il a exigé une présidence toute-puissante pour lui-même : « Je suis convaincu », écrivait-il, « que la Colombie ne peut être maintenue en ordre et en sécurité que par un pouvoir absolu. » Bien que la résistance acharnée en Colombie l'ait empêché d'atteindre son objectif, il devint dictateur du Pérou après sa victoire en 1823.

Lorsque la paix arriva après la bataille d'Ayacucho à la fin de 1825, Bolívar ne revolqua pas son champ de vote mais milita plus que jamais pour un régime autoritaire dans toutes les nouvelles républiques. Son objectif était consigné sur le papier sous la forme de la Constitution bolivienne qu'il rédigea lui-même, et qu'il proposa jusqu'à la fin de sa vie pour adoption par tous les autres pays, individuellement et collectivement, ainsi que par la future « Fédération des Andes », son empire tant convoité.

« La constitution de Bolívar, » écrit Masur, « limite le peuple, autant que possible, à exercer toute influence sur le gouvernement ; Ça émante ? Le gouvernement consulaire de Napoléon. » Elle « n'admet aucune forme d'autonomie gouvernementale. » Parmi les trois chambres législatives, les censeurs sont responsables de la « morale » et élus à vie. Les tribuns (superviseurs administratifs) et les sénateurs, autrefois élus selon un système complexe, ne sont plus jamais élus librement : les citoyens ne sont autorisés que de présenter des candidats, parmi lesquels chaque chambre choisit ses propres successeurs. Le « soleil » de ce système est le Président, qui est nommé à vie, puis nomme son propre successeur, le vice-président, qui est aussi Premier ministre – et héréditaire.

Masur est ému d'écrire que tout cela « a simplement fait de la Bolivie une monarchie sans monarque, avec une royauté élue comme possédaient l'Église catholique et le Saint-Empire romain germanique. » (Mais le pape ne désigne pas son propre successeur.) Bolívar expliqua : « Selon une telle procédure, les élections seraient évitées, des élections qui sont le plus grand fléau des républiques et qui ne produisent que l'anarchie. » Masur ajoute : « Les autres parties de la constitution ne nécessitent pas d'analyse détaillée. Les paragraphes qui traitent des droits de

l'homme sont courts et quelque peu vagues ; celles concernant l'administration sont traditionnelles ; ceux qui s'occupent de l'administration de la justice sont sujets à remise. »

La Colombie résista à l'imposition du système bolivien ; le Pérou aussi, mais en août 1826, Bolívar l'imposa par la force. Le cœur de Masur est manifestement blessé par cette révélation : « Bolívar était désormais habitué au pouvoir dictatorial. » Au Pérou « sa position assumait les attributs et les prérogatives d'un sultanat ». On nous rappelle que « Bolívar avait dit à de nombreuses reprises que l'Amérique du Sud ne pouvait être gouvernée que par un despote avisé. » Pour atteindre son objectif, Bolívar s'allia de plus en plus au cléricalisme réactionnaire afin d'ajouter le pouvoir de l'Église au soutien des riches et des paysans.

Comment et pourquoi Bolívar échoua à atteindre la dictature personnelle qu'il recherchait, malgré son prestige de « Libérateur », est une autre histoire ; Le cœur de l'histoire est la résistance farouche de la masse du peuple à ses objectifs. En 1829, lorsqu'il fit face à la question de devoir s'imposer derrière ses légions prétoriennes, il était déjà en ruines physiques pour des raisons bien différentes ; et il mourut l'année suivante.

À la lumière de ces faits. La volonté de Bolívar de dictature personnelle n'a en rien été « exagérée » par Marx (contrairement à l'affirmation des éditeurs communistes), et la recherche moderne n'a pas contredit la vision globale de Marx à cet égard. Au contraire, parmi tous les récits encyclopédiques de la période que nous avons mentionnés, seul celui de Marx correspond à la vérité historique – en ce qui concerne la question politique dont nous avons discuté.

[5]
LES FAITS SONT UNE CHOSE – des rationalisations justificatoires en sont une autre. À ce jour, plus d'un siècle après que Marx ait manifesté sa protestation contre les vues et objectifs antidémocratiques de Bolívar, quelle autre voix a été prête à formuler une critique fondamentale de cet autoritarisme, ou à opposer la foi dans les institutions démocratiques au leader dictatorial du mouvement indépendantiste ?

De la part des hagiographes sud-américains qui abordent ce sujet, il n'y a que les justifications habituelles. [8] Enrique de Gandia propose une affirmation typique : la Constitution bolivienne, certes autocratique, était « un reflet des idées monarchiques alors défendues par Bolívar, San Martín et la majeure partie du peuple sensé. » Mais pas par l'immense majorité du peuple, il y a même pas un siècle et demi. Pendant plus d'une décennie, jusqu'à ce que les mythificateurs le transforment en dieu du soleil, les masses ont exclamé son nom même après sa mort ; pour eux, seul Marx parle encore aujourd'hui.

« Bolívar, » écrit cet apologiste, « a établi une constitution afin de pouvoir gouverner énergiquement et tranquillement. » C'est ce que dit chaque dictateur. Mais le projet de président à vie, de vice-président héréditaire et de législature auto-perpétuante n'était qu'un fantasme même en 1826 ; il n'aurait pu garder le peuple « tranquille » que dans leurs tombes.

Vicente Lecuna, le grand prêtre des cultistes de Caracas, n'a que ceci à dire sur notre sujet dans son attaque contre le livre de Madariaga : « Sœur Madariaga manque de vision politique. Il ne comprend pas la grandeur des idées continentales de Bolívar pour la formation d'un grand État [ce n'est pas le cas de Madariaga – H.D.], ni la Constitution bolivienne, conçue avec l'idée d'apporter une stabilité politique à sa création. » La stabilité était avant tout aussi la grande vision du Reich millénaire d'Hitler. A.F. Brice est plus grossier : il explique que la « démocratie » n'exige pas « le gouvernement du peuple par le peuple » ni par une majorité du peuple, mais seulement par les « citoyens actifs », pas nécessairement sous le suffrage universel. Ce principe politique est aussi avancé aujourd'hui.

Eagles of the Andes : South American Struggles for Independence (Philadelphie, 1963) de Carleton Beat accorde peu d'attention sérieuse aux questions politiques, mais les derniers chapitres n'oublient pas d'expliquer qu'« il n'y avait aucune base pour un gouvernement démocratique ou représentatif » – la même rationalisation que le même auteur pourrait faire pour la Russie ou Cuba aujourd'hui, et tout aussi fausse.

Bolívar and the Political Thought of the Spanish American Revolution (Baltimore, 1938) de V.A. Belaunde devient parfois critique de la dernière période de Bolívar ; mais le résumé de sa Préface est un éloge funèbre pur et direct de « l'originalité » du « programme de démocratie organique, hiérarchique et technique » de Bolívar (indéfini) face à la « démocratie individualiste ». Il l'appelle le « césarisme démocratique », qui a une « valeur unique » en ce qu'il « libère la structure politique de la domination de la volonté des individus », à cet égard, « Bolívar avait une intuition du véritable mal dans la démocratie pure… »

Nous avons déjà mentionné que Masur, tout en présentant suffisamment de faits accablants en tant qu'érudit, s'efforce très fort de blanchir la dictature de Bolívar. (Sa préface exprime même son accord avec « l'essence du credo politique de Bolívar ».) Ayant clairement indiqué que les faits montrent Bolívar comme un autoritaire, il éditorise son héros en un « démocrate autoritaire ». Comme Belaunde, il qualifie ce produit de « césarisme démocratique ». Tous ces termes sont indéfinis. À la page suivante, après avoir lui-même déclaré que les idées de Bolívar « anticipent quelque chose du système fasciste » (une affirmation plus forte que toutes celles que nous ferions), il trouve encore possible d'écrire : « Il voulait une démocratie, mais une démocratie stable. » (Rien dans le livre de Masur ne montre que Bolívar désirait vraiment une quelconque démocratie.) Sur une page, il écrit : « Sa volonté était totalitaire », mais (puisqu'il n'a jamais eu sa volonté) quelques pages plus loin il dit : « Sa dictature ne doit pas être comparée ni confondue avec l'abus de pouvoir qui caractérise les tyrans totalitaires de notre époque. » Ce qui est vrai dans la mesure où cela va : les aspirations de Bolívar étaient bonapartistes, comme Marx le voyait, et il ne faut pas être anachronique.

Le jugement sommaire de Masur est : « Bolívar est resté dictateur, mais personne ne peut douter que c'était la seule solution possible à l'époque. » Une affirmation étrange : loin d'être la seule solution possible, il est indiscutable que la dictature de Bolívar n'était aucune solution ; Il s'est écrasé de façon ignominieuse. Le danger de « l'anarchie » dont Masur parle souvent (il fait écho à Bolívar) résultait du choc entre les efforts de l'oligarchie au pouvoir pour imposer des contrôles oppressifs au peuple, et la lutte de ce dernier contre cette oppression. Cette « anarchie » pouvait être évitée, et la « tranquillité » de Gandia n'était atteinte que si les masses pliaient la tête sans riposter – toujours le rêve autoritaire de loi et d'ordre.

Enfin, qu'en est-il de ce modèle même de libéral moderne, Salvador de Madariaga lui-même ? Nous savons, bien sûr, qu'il s'efforce de démontrer la dictature de Bolívar, en démontant systématiquement les prétentions du culte de Bolívar. Mais il est pour, pas contre. Il précise plus d'une fois qu'il croit que Bolívar avait raison dans ses ambitions : « Bolívar voulait une monocratie ; et Bolívar avait raison », dit-il en italique. « Loin de céder à ces idées démagogiques qui ont conduit au suffrage obligatoire et à l'octroi du droit de vote aux illettrés dans sa propre terre natale. Bolívar diviserait les citoyens en actifs et passifs… » et « si le Congrès l'avait écouté et lui avait accordé sa royauté non couronnée et même son Sénat héréditaire, le nouvel État aurait commencé sa vie indépendante sous de meilleurs auspices. » En fait, Madariaga estime que Bolívar a négligé uniquement de ne pas avoir osé défendre une monarchie pure et simple pour lui-même !

La vision de notre libéral espagnol sur la question est sans doute la plus ouvertement réactionnaire de toutes celles que nous avons envisagées jusqu'à présent. Le lien avec sa thèse globale n'est pas difficile à cerner, et il fait pratiquement lui-même que « ce que Bolívar voulait dire, c'était la

reconstruction de l'Empire espagnol sans le roi d'Espagne. » Si c'est le cas, alors aux yeux de Madariaga, pourquoi verser le sang d'un continent simplement pour remplacer un monarque couronné contre un non couronné ? [9]

[6]
THUS MARX REMAINS, TO THIS DAY, one of the few champions of the democratic aspirations for which the northern South Americans fought against their "Liberator." He does not accept the rationalizations for dictatorship, which have not changed much in a century and a half. [10]

We stated at the beginning that we are not here arguing the issue of authoritarianism itself, against those who would ridicule the very idea of counterposing a struggle for democratic rights to the "realistic" dictatorship of Bolívar. But at least we can restate die issue, as follows.

In one corner is Masur's formulation of the justification for authoritarianism which was already well known in Marx's day. Bolívar's dictatorship, says Masur, was "a dictatorship of training – intended to mature a people that was immature." This is the notion of the "Educational Dictatorship" which was the most widely accepted idea of the early socialists and communists whom Marx combated.

But nowhere in history do we know of a dictatorship which trained the masses to become "mature" democrats – except insofar as it "trained" them to fight against it. Just as there has never been any imperialist domination of a backward people which carried through the well-advertised White Man's Burden of preparing the subjects for self-rule – except insofar as it stimulated the people to organize themselves for revolution. A people do not become "trained" for democracy nor do they "mature," except by their own fight for democracy, against the power that tells them it is "training" them – and against the intellectual servitors who apologize for the dictatorship with these arguments.

There seems to be a contradiction : if there is no way for people to become "ready" for democracy except by fighting for democracy, then it follows they must begin fighting for it before they are certified to be "ready." And in historical fact, this is the only way in which democracy has advanced in the world. The continuous solution to the contradiction lies in the process of revolution itself. This is a dialectic which will always be jeered at by those mentalities which know how to celebrate revolutionary struggles only after they have been straitjacketed by a new oppressive establishment.

Notes
1. The NAC was edited by George Ripley and Charles A. Dana (New York, Appleton, 1858-63) in 16 volumes. Dana, greatly impressed by the brilliance of the military-affairs articles sent in by Marx though actually written by Engels, excluded Marx from writing on more controversial subjects for the NAC because he wanted a bland, objective and impartial tone, and he did not expect Marx to do this successfully on more ideological subjects. The detailed story of Marx's relation to the NAC will be included in the introduction to an edition of Marx-Engels' collected Articles in the New American Cyclopaedia which I am preparing.

2. Including the subject's name, which appears as "Bolívar y Ponte." Marx obviously did not understand the Spanish surname. Bolívar y Ponte was the name of the subject's father, but his own was Simon Bolívar y Palacios. Even in 1963 the editors of the Marx-Engels Werke, Vol.29, repeat Marx's mistake in their name index.

3. Written in early January 1858 ; published in the NAC, Vol.3, pages 440-446 ; English original reprinted only in the Marx-Engels Revolution in Spain (Marxist Library, Vol.12), New York, International Publishers, 1939.

4. More about Marx's views of this period on Latin American independence from European control

and intervention will be found in his 1861-62 dispatches to the New York Tribune and the Vienna Presse against intervention in Mexico. Most of these are in the Marx-Engels collection The Civil War in the United States (N.Y., International Pub., 1937) ; see also pp.64, 201 on Haiti, Cuba and Central America. Another article, The Mexican Imbroglio, was Marx's last in the Tribune, 10 March 1862.

5. The Spanish edition of his Bolívar was published in two volumes (Mexico City, 1951). The English edition (London, New York, 1952) is in one volume, less fully documented.

6. A bibliography of the anti-Madariaga literature would itself be a major enterprise, no doubt. Leaving aside periodicals and reviews, I have been able to find the following more or less serious attempts to refute Madariaga between book covers :

Eleazar Lopez Contreras, Tebas de Historia Bolívariana (Madrid, 1954) ; chapter El Bolívar de Madariaga. Misrepresents content of Madariaga's book ; purely hagiographic tone ; no discussion of Bolívar's authoritarianism.

Fernando Diez de Medina, Sariri (Le Paz, 1954) ; chapter Los DOS Bolívares : Refutacion a Madariaga. A dithyramb on the Hero ; no discussion of our issue.

Joaquin Gabaldon Marquez, El Bolívar de Madariaga v Otros Bolívares (Caracas, 1960). Mainly a literary effort in cussing out Madariaga ; no discussion of our issue.

M.A. Osorio Jimenez, Bibliografia Critica de la Detraccion Bolívariana (Caracas, 1959). The section on Madariaga's book is devoted to quoting A. F. Brice.
The next four are discussed in section 5 of this article.

Vicente Lecuna, Cataloge de Errores y Calumnias en la Historia de Bolívar (New York, 1956), Tomo I, last chapter El Odio de Madariaga a Bolívar.

Enrique de Gandia, Bolívar y la Libertad (Buenos Aires, 1957).

Angel Francisco Brice, El "Bolívar" de Marx Ampliado por Madariaga (Caracas, 1952) ; reprinted as first part of his Bolívar, Libertador y Estadista (Caracas, 1953).

Brice, Bolívar Visto por Carlos Marx (Caracas, 1961).
Je n'ai pas pu obtenir le livret de Vicente Donoso, Por Que Madariaga Difama al Libertador ? (La Paz, 1952), mais le titre ne promet pas grand-chose. La biographie sud-américaine la plus importante de Bolívar, selon certains, est El Libertador d'Augusto Mijares (Caracas, 1964) ; il contient quelques références à Madariaga sur des points précis, mais pas sur notre numéro. Bien que Mijares ne soit pas totalement sans critique, sa préface, intitulée Justicia, offre une présentation pratique du point de vue de l'hagiographe modéré : « Exiger qu'un auteur soit objectif dans le relatage d'une vie passionnée est absurde … Je ne suis pas non plus attiré par la représentation classique de la Justice comme une statue bandée tenant un équilibre. Je préfère la justice combattante des saints et des héros. » Il conclut ainsi : « Je déclare que cet ouvrage d'enquête n'a en rien diminué mon respect pour le Libérateur, et que j'ai terminé sa biographie avec la même dévotion avec laquelle je l'ai commencée. »

Un autre passage éclairant provient de la préface de R.C. Pardo au pamphlet de Brice (n° viii ci-dessus). Expliquant la qualification unique de Brice, il écrit : « Il corrige les erreurs et clarifie les concepts, sans offenser qui que ce soit, et réussit à faire sortir le Liberator sans tache de cette difficulté. On peut dire que Brice, comme un bon bolivarien, a une foi profonde dans le Libérateur et saisisse ainsi les points les plus obscurs avec un minimum de crainte. » Le point ne pouvait guère être plus cher.

7. University of New Mexico Press, 1948. Malgré sa grande réputation, il ne fut traduit en espagnol qu'en 1960, puis publié au Mexique (site également de l'édition espagnole de Madariaga). Masur ne peut certainement pas être accusé de sympathie pour le livre de Madariaga ; il l'a violemment attaqué dans l'Hispanic American Historical Review.

8. Pour ceux-ci, voir fn.6.

9. Cf. Madariaga, op. cit., pp.338, 522-23, 529, 602.

10. Mais la plus grande lacune dans l'article de Marx dans cet article, et généralement dans la littérature bolívarologie, est le manque d'attention portée à la lutte des classes au sein du camp sud-américain contre l'oligarchie créole dirigeante qui a mené la révolution. Pourtant, son grand poids en tant que facteur historique est évident à partir d'une multitude de faits dans l'œuvre de Masur et Madariaga qui restent inexplorés – en particulier la petite taille extrême de la base de la révolution parmi les classes populaires et les Indiens, qui allaient principalement de l'apathie à la pro-espagnole. Très suggestif est le récent livre de Juan Bosch, Bolívar y la Guerra Social (Buenos Aires, 1966), notamment pour replacer la quête de dictature de Bolívar dans le contexte des intérêts de la classe dirigeante.

_